

## **Mont-Sainte-Anne : ne jouons pas dans le même film**

Avenir Mont-Sainte-Anne, un regroupement de leaders politiques, de gens d'affaires, de représentants du milieu touristique, d'athlètes de haut niveau et de citoyens, a été créé en décembre 2021 afin de mobiliser la grande région de Québec et faire en sorte que le Mont-Sainte-Anne soit développé à son plein potentiel.

A priori, nous devrions donc nous réjouir que le gestionnaire actuel de la montagne, *Resorts of the Canadian Rockies* (RCR) prépare enfin ce que l'entreprise appelle un « plan d'investissement majeur » pour la montagne, tel qu'annoncé publiquement la semaine dernière.

Malheureusement, à ce stade, les événements des 20 dernières années nous invitent à la plus grande prudence. C'est la quatrième fois déjà que RCR nous présente d'ambitieux plans pour le Mont-Sainte-Anne. Dès 2003, on nous annonçait des investissements de 200 millions \$. En 2008, c'était 150 millions \$. Et en 2011, on nous parlait à nouveau de 150 millions \$. À ce jour, aucun de ces engagements ne s'est réalisé, avec les résultats que l'on connaît.

Ces promesses brisées, la désuétude des installations et les multiples incidents survenus à la station, dont la chute au sol d'une télécabine en décembre dernier, ont rompu le lien de confiance entre RCR et la communauté. Cette rupture a été confirmée en janvier, alors qu'un sondage Léger révélait que 81% de la population de la grande région de Québec souhaite un changement de gestionnaire au Mont-Sainte-Anne.

Dans ces circonstances, au moment où RCR cogne à nouveau à la porte de l'État pour obtenir des fonds publics, nous croyons toujours que le gouvernement du Québec doit reconsidérer ce partenariat et, à tout le moins, imposer des conditions très strictes avant d'accorder un soutien financier provenant de la poche des contribuables.

### **Trois conditions incontournables**

Tout d'abord, le gouvernement doit s'assurer que les investissements globaux réalisés soient suffisants pour assurer la qualité et la pérennité des infrastructures. Si 200 millions \$ étaient nécessaires en 2003, on voit mal comment les 100 millions \$ annoncés par RCR suffiraient, 20 ans plus tard.

En 2021, les Amis du Mont-Sainte-Anne ont mandaté la société Lemay, une entreprise québécoise de renommée internationale, afin de développer un plan global de revitalisation pour le Mont-Sainte-Anne. Conclusion : des investissements de quelque 175 millions \$ seraient nécessaires pour la modernisation du site et le développement d'une destination récréotouristique 4 saisons. Cette somme devrait servir de référence.

Deuxièmement, considérant l'historique du dossier, tout financement public doit être attaché à des obligations légales et contraignantes en matière de reddition de comptes, d'investissements, d'échéanciers de réalisation et d'entretien des infrastructures pour le

futur. En vertu des ententes actuellement en vigueur, les représentants gouvernementaux soutiennent que Québec n'a pas de « leviers » face à RCR, même si le site appartient ultimement à la population québécoise. L'octroi d'un nouvel appui financier public doit être l'occasion de corriger la situation. Tout défaut à ces obligations exigées par l'État devrait entraîner la cession du bail en vigueur.

Troisièmement, nous comptons sur le gouvernement pour veiller sans relâche à ce que la gestion du secteur Est du Mont-Sainte-Anne – celui dédié aux activités de ski de fond, de golf, de vélo de montagne et de camping – soit effectivement retirée à RCR et intégrée dans le portefeuille de la SÉPAQ, dans un mode collaboratif avec la communauté locale. En février dernier, une requête a été déposée à la Cour supérieure du Québec par la SÉPAQ, à la suite d'une décision d'arbitrage défavorable à RCR. La réaction de l'entreprise a été de contester mais, bonne nouvelle, sa demande en irrecevabilité vient tout juste, le 13 avril, d'être rejetée par la Cour supérieure. Québec doit s'assurer que cette démarche légale termine son cours et que la SÉPAQ aura dès que possible les coudées franches pour revitaliser le site en partenariat avec les acteurs locaux.

### **Ne pas répéter les mêmes erreurs**

Dans un scénario idéal, le gouvernement du Québec paverait la voie à un changement d'opérateur au Mont-Sainte-Anne. Cette avenue, qui nous paraît toujours possible, demeure le souhait de la communauté locale, des membres de notre regroupement et de la population de la grande région de Québec. Quelle que soit sa décision, le gouvernement doit minimalement s'assurer de ne pas répéter les erreurs du passé. Ne rejouons pas dans le même film. Ne signons pas un autre mauvais *deal*.

**Mario Bédard et Alex Harvey**

Porte-paroles

Avenir Mont-Sainte-Anne